

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MARDI 25 NOVEMBRE 2025



L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal, légalement convoqués en séance ordinaire se sont réunis dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de madame TEIXEIRA Aurélie, Maire.

Ouverture de la séance : 19 heures

Présents : 11

TEIXEIRA Aurélie, MOREL Pascal, LE GRAND Sandra, CHAZEAU Jean-Luc, Michaël WILLIOT, DARVES Aline, NACIMIENTO Loïc, LACOTTE Bernard, LACOUME Bernard, LESCARRET Amandine, BAUDOUX Bruno

Pouvoirs : 3

André LEMOUNEAU a donné procuration à Pascal MOREL

Hervé ICART a donné procuration à Jean – Luc CHAZEAU

Maryline BROHAN a donné procuration à Amandine LESCARRET

Absents excusés : 7

Mesdames Daniele MENGUE, Aurore ARDOUIN, Gaëlle REYSSIE, Valérie GUINANT, Lucie FAYOLLE-LUSSAC et Messieurs Jérôme AGUILAR et Christophe LOUBANEY

Est nommée aux fonctions de **secrétaire de séance** : Bruno BAUDOUX

Adoption à l'unanimité des membres du conseil municipal, du Procès-Verbal de la séance du 29 octobre 2025.

FINANCES LOCALES – COMMANDE PUBLIQUE

FINANCES LOCALES 2025-79 ANNULE ET REMPLACE DECISION MODIFICATIVE N°2 BUDGET PRINCIPAL COMMUNE

Rapporteur : Monsieur Pascal MOREL

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le code des Finances Publiques

Vu l'instruction comptable M57,

Vu la délibération budgétaire n°2025-19 en date du 14 avril 2025 portant sur le vote du budget principal de la commune,

Considérant en section d'investissement le besoin de procéder à des modifications de crédits entre chapitre modifiant la DM2 initial, à la demande de la Trésorerie afin d'ajuster les prévisions budgétaires,

Il est proposé au conseil municipal de procéder à la rectification de la décision modificative suivante :

INVESTISSEMENT			
	DEPENSES		RECETTES
Chapitre 13	+ 80 764,48 euros	021 Virement section fonctionnement	+ 80 764,48 euros
FONCTIONNEMENT			
	DEPENSES		
023 Virement section d'investissement	+ 80 764,48 euros		
Chapitre 11	+ 80 764,48 euros		

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- **D'ACTER** la modification de crédits budgétaires du budget principal 2025
- **DE PROCEDER** aux écritures telles que mentionnées dans le tableau ci-dessus
- **D'APPROUVER** la décision modificative n° 02 rectifiée du Budget Commune

Madame le Maire est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

<u>ADOPTÉ</u>				
Votants : 14	Abstentions : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

FINANCES LOCALES 2025-80 DECISION MODIFICATIVE N° 4 BUDGET COMMUNE

Rapporteur : Monsieur Pascal MOREL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu le Code de la Fonction Publique
Vu le code des Finances Publiques
Vu l'instruction comptable M57,

Vu la délibération budgétaires en date du 14 avril 2025 portant sur le vote du budget principal commune,

Considérant en section d'investissement le besoin de procéder à des modifications de crédits entre chapitre afin d'ajuster les prévisions budgétaires,

Considérant les demandes de la Trésorerie Publique de Pauillac afin de modifier certaines lignes budgétaires,

Il est proposé au conseil municipal de procéder à la décision modificative suivante :

SECTION D'INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
OPERATION	CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	MONTANTS
113	21	21318	BATIMENTS PUBLICS	11 126,20 €
123	21	2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	30 000,00 €
139	23	2313	ESS2	400 000,00 €
146	21	21318	BATIMENTS PUBLICS	1 224,00 €
10005	21	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 000,00 €
10005	21	2182	VEHICULES	40 000,00 €

113	20	2031	FRAIS D ETUDES	16 680,00 €
139	20	2031	FRAIS D ETUDES	2 160,00 €
202003	20	2031	FRAIS D ETUDES	9 365,00 €
	16		EMPRUNT	1 207,42 €
OPNI	21	21318	BATIMENTS PUBLICS	-1 207,42 €
10001	21	21318	BATIMENTS PUBLICS	-22 350,20 €
123	21	2111	TERRAINS NUS	-30 000,00 €
139	21	21318	BATIMENTS PUBLICS	-400 000,00 €
202003	21	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIES	-40 000,00 €
117	20	2031	FRAIS D ETUDES	-1 405,00 €
202002	20	2031	FRAIS D ETUDES	-26 800,00 €
			TOTAL DEPENSES	0,00 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		
CHAPITRE	LIBELLE	MONTANTS
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	73 000,00 €
66	CHARGES FINANCIERES	4 292,20 €
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	-7 292,20 €
	RECETTES	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	-70 000,00 €
	TOTAL DEPENSES	0,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- **D'ACTER** les augmentations et les réductions de crédits budgétaires du budget commune 2025,
- **DE PROCEDER** aux écritures budgétaires dans le budget commune 2025 conformément au tableau ci-dessus,
- **D'APPROUVER** la décision modificative n° 4 du budget Commune.

ADOPTÉ				
Votants : 14	Abstention : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

URBANISME

URBANISME 2025-81 DESAFFECTATION ET PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PORTION DE L'IMPASSE DES AUBAREDES

Rapporteur : Madame le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2141-1,

Vu la visite sur place ayant eu lieu le 10 octobre 2025 à 16h00 en présence de Madame le Maire, du policier municipal et d'un agent du service urbanisme ;

Vu le mail adressé par Monsieur Marouane OUERGHEMI le 14 octobre 2025, portant sur une proposition d'acquisition d'une portion du domaine public communal ;

Considérant que la partie du chemin située devant la parcelle F 779, au 20 chemin de Montaut à Listrac-Médoc (33480), propriété de Monsieur Marouane OUERGHEMI et Madame Alexia COLLON, sert actuellement de stationnement pour les véhicules privés des propriétaires de ladite parcelle ;

Considérant que cette portion de chemin n'est pas utilisée pour la circulation des véhicules ;

Considérant qu'au vu de son implantation et de son alignement, cette partie du chemin, servant de stationnement privé, n'est pas affectée à l'usage direct du public ;

Considérant la nécessité de constater la désaffectation de cette portion du domaine public et de mettre en place la procédure de déclassement du domaine public communal, afin de pouvoir instruire la demande d'acquisition formulée par Monsieur OUERGHEMI et Madame COLLON ;

Le rapporteur expose au Conseil municipal que la surface concernée est estimée à environ 80 m², conformément au plan en annexe 3 à la présente délibération. Un géomètre devra intervenir afin de procéder à la création d'une parcelle cadastrale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DÉCIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe de la désaffectation et du déclassement d'une partie du domaine public communal située chemin de Montaut (portion non cadastrée à ce jour, d'environ 80 m²), conformément au plan en annexe 3.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à engager la procédure de déclassement d'une partie du domaine public communal situé chemin de Montaut (non cadastré à ce jour, d'environ 80m²), conformément au plan en annexe 3 à la présente délibération,
- **DE DECIDER** le lancement d'une enquête publique préalable à la procédure de déclassement conformément aux dispositions des articles L.141-3 et R.141-4 du Code de la voirie routière,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à solliciter la désignation d'un commissaire enquêteur conformément à la réglementation en vigueur.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à nommer un géomètre expert pour le bornage de la future parcelle,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment la convention qui prendra effet dès la mise à disposition dudit dispositif et de l'envoi des codes d'accès.

ADOPTÉ				
Votants : 14	Abstention : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

URBANISME 2025-82 DESAFFECTATION ET PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PARCELLE SITUÉE A PINGARD

Rapporteur : Madame le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2141-1,

Vu le courrier en date du 27 août 2025 par lequel Monsieur Alain MARTIN sollicite l'acquisition du chemin rural traversant sa propriété ;

Considérant que plusieurs parcelles appartenant à Monsieur Alain MARTIN longent le chemin rural situé au lieu-dit Pingard à Listrac-Médoc (33480) ;

Considérant que la portion de chemin visée n'est plus utilisée pour la circulation des véhicules ;

Considérant qu'en raison de son implantation et de son alignement, cette partie du chemin n'est plus affectée à l'usage direct du public ;

Considérant qu'aucune parcelle ne se trouve enclavée, un autre chemin assurant l'accès, comme indiqué sur les plans EN annexes 2 ;

Considérant la nécessité de constater la désaffectation de cette portion du domaine public et de mettre en place la procédure de déclassement du domaine public communal, afin de pouvoir instruire la demande d'acquisition formulée par Monsieur Alain MARTIN ;

Le rapporteur expose au Conseil municipal que la surface concernée est estimée à environ 800 m², conformément au plan annexé à la présente délibération. Un géomètre devra intervenir afin de procéder à la création d'une parcelle cadastrale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DÉCIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe de la désaffectation et du déclassement d'une partie du domaine public communal située lieu-dit Pingard (portion non cadastrée à ce jour, d'environ 800 m²), conformément au plan annexé.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à engager la procédure de déclassement du chemin rural situé lieu-dit Pingard (non cadastré à ce jour, d'environ 800m²), conformément au plan annexé à la présente délibération,

- **DE DECIDER** le lancement d'une enquête publique préalable à la procédure de déclassement conformément aux dispositions des articles L.141-3 et R.141-4 du Code de la voirie routière,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à solliciter la désignation d'un commissaire enquêteur conformément à la réglementation en vigueur.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à nommer un géomètre expert pour le bornage de la future parcelle,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment la convention qui prendra effet dès la mise à disposition dudit dispositif et de l'envoi des codes d'accès.

ADOPTÉ				
Votants : 14	Abstention : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

URBANISME

URBANISME 2025-83 DESAFFECTATION ET PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PARCELLE SITUÉE A LIBARDAC

Rapporteur : Madame le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2141-1,

Vu la demande par laquelle Monsieur Pascal BOSQ sollicite l'acquisition du chemin rural traversant sa propriété ;

Considérant que plusieurs parcelles appartenant à Monsieur Pascal BOSQ longent le chemin rural situé au lieu-dit Libardac à Listrac-Médoc (33480) ;

Considérant que la portion de chemin visée n'est plus utilisée pour la circulation des véhicules ;

Considérant qu'en raison de son implantation et de son alignement, cette partie du chemin n'est plus affectée à l'usage direct du public ;

Considérant qu'aucune parcelle ne se trouve enclavée, un autre chemin assurant l'accès, comme indiqué sur les plans en annexe 1 ;

Considérant la nécessité de constater la désaffectation de cette portion du domaine public et de mettre en place la procédure de déclassement du domaine public communal, afin de pouvoir instruire la demande d'acquisition formulée par Monsieur Pascal BOSQ ;

Le rapporteur expose au Conseil municipal que la surface concernée est estimée à environ 1500 m², conformément au plan annexé à la présente délibération. Un géomètre devra intervenir afin de procéder à la création d'une parcelle cadastrale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DÉCIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe de la désaffectation et du déclassement d'une partie du domaine public communal située lieu-dit Libardac (portion non cadastrée à ce jour, d'environ 1500 m²), conformément au plan annexé.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à engager la procédure de déclassement du chemin rural situé lieu-dit Libardac (non cadastré à ce jour, d'environ 1500m²), conformément au plan annexé à la présente délibération,
- **DE DECIDER** le lancement d'une enquête publique préalable à la procédure de déclassement conformément aux dispositions des articles L.141-3 et R.141-4 du Code de la voirie routière,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à solliciter la désignation d'un commissaire enquêteur conformément à la réglementation en vigueur.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à nommer un géomètre expert pour le bornage de la future parcelle,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment la convention qui prendra effet dès la mise à disposition dudit dispositif et de l'envoi des codes d'accès.

ADOPTÉ				
Votants : 14	Abstention : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

URBANISME

URBANISME 2025-84 RAPPORT LOCAL DE SUIVI DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS (LOI ZAN)

Rapporteur : Madame le Maire

Vu le Code Générale des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2231-1 et R.2231-1 ;
Vu le Code de l'urbanisme ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu la loi du 20 juillet 2023, dite loi ZAN, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ;
Vu le décret du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols ;
Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Listrac-Médoc ;
Vu les objectifs nationaux de réduction de la consommation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) ;
Vu le rapport triennal d'artificialisation des sols en annexe 4 à la présente délibération ;

Le rapporteur rappelle que la Loi Climat et Résilience, adoptée en 2021, fixe à la France l'objectif d'atteindre la « **Zéro Artificialisation Nette des sols** » (ZAN) d'ici 2050. Afin de structurer cette ambition, un objectif intermédiaire a été posé : réduire de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031, par rapport à la décennie 2011-2021.

L'ensemble des collectivités territoriales est désormais concerné par cette trajectoire. À ce titre, la sobriété foncière doit être intégrée dans les politiques locales d'aménagement, en tenant compte du caractère limité de la ressource foncière et de la nécessaire répartition de ses usages (logement, services publics, activités économiques, agriculture, nature...).

Conformément à l'article L.2231-1 du CGCT, la commune de Listrac-Médoc, compétente en matière de planification de l'urbanisme via son PLU, doit produire tous les trois ans un rapport local de suivi de l'artificialisation des sols, lequel :

- Présente le rythme d'artificialisation des sols sur le territoire,
- Rend compte de l'atteinte des objectifs fixés en termes de réduction de la consommation des espaces et de l'artificialisation.

Il est précisé que le rapport présenté à l'assemblée, a été élaboré suivant la trame mise à disposition par les services de l'État, sur le site "Mon diagnostic Artificialisation", qui reprend les données de consommation d'espaces, entre le 1er janvier 2011 au 31 décembre 2023.

Ce rapport a été présenté au Conseil Municipal, donnant lieu à un débat sur l'état de l'artificialisation des sols de la commune. Il constitue un outil d'analyse et de pilotage, permettant de nourrir les décisions à venir en matière de planification urbaine et d'aménagement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DÉCIDE** :

- **DE PRENDRE ACTE** du débat qui s'est tenu sur l'artificialisation des sols de la commune ;
- **DE VALIDER** le rapport d'artificialisation des sols tel que présenté ce jour au conseil municipal et joint en annexe 4 de la présente délibération ;
- **DE PRÉCISER** que la présente délibération et le rapport annexé feront l'objet d'une publication et transmissions conformément à l'article L2231-1 du CGCT ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant, à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

<u>ADOPTÉ</u>				
Votants : 14	Abstentions : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

POLICE

POLICE 2025-85 MISE EN PLACE REGLEMENT PORTANT SUR L'ORGANISATION DU COMMERCE AMBULANT DE RESTAURATION A EMPORTER

Rapporteur : Madame le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4 alinéa 2, L.2213-2 et L.2213-6 ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L.2111-1, L.2121-1, L.2122-1 à L.2122-3, L.2125-1 à L.2125-6 et R.2122-1 à R.2122-7 ;

Vu le Code du Commerce et notamment ses articles L.123-29 et L.123-30, R.123-32, R.123-35 et R.123-38, R.123-208-1 à R.123-208-8 et A.123-80-1 ;
Vu le Code de la consommation et notamment son article L.421-1 ;
Vu le Code rural de la pêche maritime et notamment ses articles L.233-1, L.233-2 et D.233-11 à D.233-12 ;
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3322-9 et L.3331-3 ;
Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L.113-2, L.116-1 à L.116-8 et R.116-2 ;
Vu l'arrêté interministériel du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits à l'origine animale et denrées alimentaires en contenant ;
Vu le règlement sanitaire départemental en vigueur ;
Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121-1 à L.122-2 ;
Vu le Code Pénal et notamment ses articles R.644-2 et R.644-2-1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal fixant les redevances d'occupation du domaine public.

Considérant les pouvoirs de police générale du Maire en matière de salubrité, de sécurité et tranquillité publiques, et son pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement sur les voies situées à l'intérieur de l'agglomération, quelle que soit l'appartenance domaniale de ces voies,

Considérant que le Maire est compétent pour délivrer les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, notamment pour le stationnement des camionnettes, par arrêté portant permis de stationnement moyennant le paiement d'une redevance,

Considérant que l'activité commerciale alimentaire ambulante participe à la vie économique et à l'animation de la Commune de Listrac-Médoc,

Considérant que dans un souci de bonne gestion et de valorisation du domaine public, il convient de préciser les conditions et les modalités de délivrance de titres d'occupation temporaire du domaine public de la commune de Listrac-Médoc dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale alimentaire ambulante dans le respect des textes garantissant la liberté du commerce et la sécurité alimentaire ;

Il est proposé au Conseil Municipal, le règlement suivant :

REGLEMENT PORTANT SUR LA MISE EN PLACE ET L'ORGANISATION DU COMMERCE AMBULANT DE RESTAURATION A EMPORTER

Article 1er : Objet des Autorisations

Le présent arrêté précise les conditions dans lesquelles peut être autorisée l'installation de commerces ambulants de vente alimentaire à emporter sur la voie publique de Listrac-Médoc.

Il ne s'applique pas aux marchés forains, marchés de plein air, marchés couverts, fêtes foraines, braderies, marchés de Noël, ni aux ventes itinérantes.

Nul ne peut vendre sur le domaine public sans une autorisation préalable délivrée par le Maire de Listrac-Médoc, à titre précaire et révocable

Cette autorisation d'occupation temporaire prend la forme d'un arrêté du Maire portant permis de stationnement, individuel à chaque commerçant en contrepartie du versement d'un droit de stationnement.

Article 2 : Champ d'application

1) Les personnes

Le présent règlement s'applique à toutes personnes physiques ou morales, publiques ou privées ayant notamment la qualité de commerçant ou faisant des actes de commerce.

2) Type d'activités commerciales

Le présent règlement s'applique aux ventes à emporter de denrées alimentaires salées et/ou sucrées de façon habituelle ou ponctuelle, effectuées sur le domaine public, sans emprise au sol (pas de terrasse fermée, pas de kiosque fermé ...), dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques et qu'elles se conforment à la réglementation relative à la protection des consommateurs, à l'hygiène et à la sécurité alimentaire. Il est précisé que les barbecues sont interdits.

3) Caractéristiques de la structure mobile

Le présent règlement s'applique dès lors que le professionnel souhaite exercer en dehors du siège de l'entreprise, du local commercial ou dans un lieu différent de l'adresse professionnelle, au moyen d'un mobilier spécifique, répondant à des critères de mobilité, d'esthétique, de sécurité et d'hygiène définis ci-après.

Cette structure, non scellée au sol, peut-être :

- Un camion ou camionnette, à condition de ne pas excéder une longueur de 9m,
- Un triporteur ou vélo aménagé,
- Une remorque aménagée,

- Une roulotte aménagée, à condition de ne pas excéder une longueur de 9m.

Sont exclus ou autorisés l'installation de table, de chaise, de mange-debout ou tonneaux, de chevalet, ainsi que l'utilisation de matériel de sonorisation.

La structure doit être propre et l'esthétique doit s'intégrer dans l'aménagement paysager du site : elle peut être originale tout en conservant un visuel adapté et agréable.

La structure ainsi que ses équipements doivent être respectueux de l'environnement.

En l'absence de coffret électrique disponible sous condition, le groupe électrogène utilisé doit obligatoirement être insonorisé.

Article 3 : Emplacement et procédure d'attribution

Chaque dossier est associé à une procédure de sélection présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, dans le respect des principes d'égalité d'accès et de traitement des candidats.

La Commune de Listrac-Médoc se réserve le droit de modifier le nombre et les lieux d'emplacements pour tout modificatif d'intérêt général.

Les emplacements disponibles pour les commerces ambulants de restauration sont matérialisés sur un plan d'implantation annexé au présent arrêté, et numérotés de 1 à 4.

Un récapitulatif est traduit ci-après :

Numéro	Lieu	Surface
1	Parvis de l'école	Entre 10 et 20m ²
2	Parking de l'Avenue de Soulac	Entre 10 et 20m ²
3	Parking du stade	Entre 10 et 20m ²
4	Tout autre emplacement	Entre 10 et 20m ²

La commune se réserve d'attribuer d'autres emplacements en fonction des demandes reçues dans l'année sans modifier le présent règlement.

Ces emplacements sont accessibles par le bénéficiaire, au quotidien soit le midi, soit le soir, soit les deux selon les termes du permis de stationnement délivré.

Toute personne intéressée par un de ces emplacements ou qui souhaite demander le renouvellement de son autorisation, formule par écrit sa demande au moyen du dossier de candidature disponible à la mairie de Listrac-Médoc.

Toute demande (première demande ou renouvellement) s'effectue **un (1) mois** avant la date d'installation ou bien à chaque début de nouvelle année. Le demandeur devra déposer un dossier complet (conférer l'article 4).

Article 4 : Le dossier de candidature

La demande doit être faite par écrit, en envoyant ou déposant le dossier de candidature complet, dans le délai de publicité d'une durée d'un mois, à l'adresse suivante :

MAIRIE DE LISTRAC-MEDOC
23 Rue Grande Rue
33480 Listrac-Médoc

Le dossier de consultation comprend le dossier de candidature à remplir par tout professionnel pouvant justifier des documents suivants :

- Une pièce d'identité (CNI) ou titre de séjour en cours de validité,
- Un extrait du registre du commerce KBIS en cours de validité ou certificat d'inscription au répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE),
- La carte de commerçant ambulant, le cas échéant,
- L'attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle du candidat,
- Les cartes grises de l'ensemble des véhicules appartenant au demandeur, susceptibles de se rendre sur le site, comportant, pour les foodtrucks, la mention « VASP Magasin » (pour les véhicules récents) ou « Véhicule transformé sortie d'usine » (VTSU), pour les véhicules anciens,
- L'homologation du véhicule par la DREAL le cas échéant,
- Le rapport favorable du contrôle technique du véhicule,
- L'attestation d'assurance des véhicules appartenant au demandeur, susceptibles de se rendre sur le site,
- L'attestation annuelle de respect des normes de sécurité gaz et électricité d'un technicien qualifié et assuré (électricien, bureau de contrôle ...),

- La fiche technique du groupe électrogène, le cas échéant, ou l'indication de la puissance électrique nécessaire à son activité,
- L'attestation de formation en hygiène et risques sanitaires (HACCP),
- L'attestation de conformité des appareillages,
- Attestation d'assurance garantissant les risques relatifs à son activité en cours de validité,
- La déclaration de manipulation de denrées alimentaires d'origine animale avec récépissé de la Direction Départementale de Protection des Populations,
- La licence autorisant la vente de boissons alcoolisées de catégorie 3, le cas échéant.
- Des photographies du camion ambulant et ses dimensions exactes.

Le dossier de candidature, pour être recevable, doit être accompagné de ces pièces, ainsi que des éléments suivants :

- D'une note de présentation du candidat et du projet envisagé (motivation, spécificité, originalité),
- Une description des plats proposés et leurs prix,
- Une description des produits proposés.

Pour toute nouvelle proposition d'emplacement, rajouter les précisions tenant à : la localisation précise de l'emplacement souhaité et aux jours et horaires d'exploitation envisagés.

Ces documents doivent permettre au service gestionnaire d'apprécier les moyens techniques et compétences du postulant qui doit être à jour de toute obligation légale liée à son activité (vérifications et contrôles techniques, sécurité et sanitaires de ses installations).

Les dossiers sont à remettre selon trois modalités au choix :

- En main propre contre signature du récépissé de dépôt de dossier à l'adresse de la Mairie ;
- Sous forme de courrier recommandé avec accusé de réception libellé : Mairie de Listrac-Médoc, service occupation du domaine public, 23 Grande Rue, 33480 Listrac-Médoc ;
- Sous forme dématérialisée (mail) à : police@listrac-medoc.fr.

Seuls seront retenus, les dossiers complets reçus un mois avant la demande d'emplacement. La Commune de Listrac-Médoc procède à l'élimination des offres dont le contenu est manifestement incompatible avec une exigence impérative du cahier des charges. La commune de Listrac-Médoc peut décider de demander à l'ensemble des candidats dont les offres sont incomplètes de compléter celles-ci dans un délai impératif qu'elle fixe librement. Ce délai est le même pour tous les candidats. Elle peut à tout moment de la procédure poser des questions aux candidats afin qu'ils apportent des précisions ou des éclaircissements sur certains aspects de leurs offres. Des négociations pourront, le cas échéant, être engagées avec un ou plusieurs candidats, dans le respect des conditions émises par les documents de la consultation.

Article 5 : Traitement des données

Les données collectées sont destinées à la Ville de Listrac-Médoc dans le cadre des missions de service public pour la gestion et l'organisation des procédures d'attribution d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Les données sont conservées le temps de l'autorisation d'occupation du domaine public. Vous pouvez accéder aux données personnelles vous concernant. Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits. Pour exercer vos droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter la Mairie de Listrac-Médoc par mail : police@listrac-medoc.fr.

Article 6 : Abandon de la procédure

La Ville de Listrac-Médoc se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la procédure d'attribution d'emplacements sur le domaine public si aucune des propositions exprimées ne lui paraît en adéquation avec le présent règlement. Les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7 : Attribution des emplacements

Les emplacements sont attribués par arrêté du Maire portant permis de stationnement. Cet arrêté précise, pour chaque titulaire : la nature de l'activité, l'emplacement, les dates de début et de fin de l'autorisation.

Les emplacements seront tous attribués au même moment et feront l'objet d'une sélection effectuée en mairie par un agent municipal accompagné d'un élu et de deux autres agents témoins désignés par le Maire. Les résultats seront officialisés par la voie d'un affichage et un arrêté portant autorisation d'occupation domaniale sera individuellement attribué selon les modalités ci- après définies.

Article 8 — Mutations

La mutation d'emplacements n'est pas autorisée.

En cas de carence d'un des titulaires pendant la durée de l'AOT, celle-ci ainsi libérée sera délivrée à un autre demandeur, après parution d'une information diffusée par voie d'affichage, sur le site Internet de la Commune et ses réseaux sociaux, pour la période restante et selon la date d'attribution initiale.

Article 9 — Durée de l'autorisation

L'autorisation est délivrée jusqu'au 31 décembre de chaque année, peu importe le jour de la demande (début milieu ou fin d'année). Le 1er janvier de chaque année, chaque dossier doit être redéposé en mairie un mois avant la date d'installation sur le domaine public.

L'occupation des emplacements ne peut être autorisée que pour les jours et temporalités définis dans l'arrêté du permis de stationnement.

En dehors de cette période, le stationnement de commerces ambulants y est strictement interdit.

L'autorisation révocable, peut être suspendue ou retirée à tout moment, notamment pour faciliter l'exécution de travaux ou le déroulement d'une manifestation.

Il peut être mis fin à l'autorisation, soit par le Maire, soit par l'occupant, sans que l'autre partie puisse prétendre à aucune indemnité ou compensation, dans les conditions suivantes :

- Par arrêté du Maire, en cas de non-respect du présent règlement et/ou de l'autorisation, constaté dans un délai de 14 jours après mise en demeure à l'intéressé par l'administration de se conformer aux dispositions réglementaires en vigueur, resté sans effet,
- Par arrêté du Maire pour motif d'intérêt général, moyennant un préavis d'un mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, l'autorisation étant précaire et révocable,
- Par le titulaire de l'autorisation, moyennant un préavis d'un mois à compter de la réception en Mairie de la dénonciation envoyée par lettre recommandée avec avis de réception

Article 10 – Spécificités de l'autorisation d'occupation du domaine public

La délivrance de l'autorisation fera l'objet d'un arrêté individuel d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public sous forme de permis de stationnement qui sera notifié au pétitionnaire.

L'occupant ne pourra se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation.

L'autorisation délivrée est précaire (à durée déterminée) et révocable dès lors que ses conditions ne sont pas respectées.

Elle est également non cessible, l'emplacement attribué ne peut être ni prêté, ni loué, ni cédé sous quelque forme que ce soit, sous peine d'être exclu définitivement de toute admission sur un emplacement de la voie publique de la Commune de Listrac-Médoc.

En cas de cession d'activité, le nouveau représentant légal ne pourra se prévaloir de l'autorisation de stationnement établie au nom de son prédécesseur. Il devra déposer un nouveau dossier au service gestionnaire qui procèdera à un appel à manifestation d'intérêt spontané quel que soit le type d'emplacement.

Article 11 – Principes généraux découlant d'une autorisation d'occupation du domaine public

L'occupation du domaine public prévue par le présent règlement doit se faire dans le respect des lois et principes généraux suivants :

1. Le respect des règles d'ordre public relatives à la sécurité, tranquillité, salubrité publique et à l'hygiène, notamment alimentaire,
2. Le partage de l'espace public,
3. L'accès et la circulation facilités aux véhicules de secours, services d'entretien et des réseaux,
4. La libre circulation des piétons, des personnes handicapées ou à mobilité réduite,
5. La préservation de la tranquillité des riverains,
6. La liberté du commerce,
7. Le respect des périodes et dates d'autorisation ainsi que des horaires d'installation,
8. Le respect du périmètre de l'emplacement attribué,
9. Le paiement dans les délais de la redevance d'occupation du domaine public,
10. La communication auprès du service gestionnaire de toute information relative à un incident, changement de situation ou de véhicule, ainsi que des renouvellements des documents obligatoires arrivés à échéance.

L'espace public mis à disposition est considéré comme en parfait état, à charge pour l'occupant autorisé de signaler toute anomalie au service gestionnaire avant son installation. En tout état de cause, en cas de perte, de dégradation ou de vol, la responsabilité de la Ville de Pau ne saurait être engagée. À l'issue de l'exploitation, le pétitionnaire est responsable de la remise en état correct d'aspect et de fonctionnement, du domaine public occupé. Il supportera les éventuels frais de réfection du sol en cas de dégradations dûment constatées.

Article 12 — Responsabilité et assurance :

Le titulaire de l'emplacement demeure responsable, tant vis-à-vis de l'administration que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Il est tenu de remettre en Mairie, pour chaque période d'autorisation, une copie de son attestation d'assurance pour occupation du domaine public.

Article 13 – Suspension de l'autorisation d'occupation du domaine public

1) Pour cause de travaux ou annulation

L'autorisation pourra être temporairement suspendue pendant la réalisation de travaux de voirie ou d'interventions sur les réseaux nécessitant la libération de l'emplacement. La redevance pourra être recalculée au prorata temporis de la privation d'exploitation. De même, en cas d'annulation d'une manifestation publique organisée par la Ville de Listrac-Médoc, la redevance perçue sera remboursée.

Il est précisé que la Commune proposera un autre emplacement au commerçant le temps des travaux, le cas échéant.

2) Pour cause d'absence

Une absence supérieure à trente (30) jours dûment justifiés dans les huit (8) jours du début de l'arrêt, pourra donner lieu à suspension temporaire de la facturation dès le mois suivant, jusqu'à la veille de la reprise d'activité. Le bénéficiaire de l'autorisation informera dans les meilleurs délais des suites de son arrêt (prolongation et/ou reprise d'activité). Toute absence de plus de trois (3) mois pourra donner lieu à abrogation de l'autorisation de la part de la Ville de Listrac-Médoc.

Article 14 – Abrogation de l'autorisation d'occupation du domaine public

Toute cession ou cessation d'activité quel qu'en soit le motif, devra être communiquée au service de la mairie dans les meilleurs délais par courrier ou mail aux fins d'abrogation du permis de stationnement. La Ville de Listrac-Médoc se réserve le droit d'abroger par anticipation l'autorisation dans le cadre des procédures décrites à l'article 18. La facturation court jusqu'à l'enlèvement de la structure du domaine public.

Article 15 — Détermination de la redevance d'occupation du domaine public

Toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, déterminée par la délibération du Conseil Municipal fixant les tarifs d'occupation du domaine public.

Le pétitionnaire s'engage à s'acquitter du montant de la redevance et des droits accessoires proposés dans le dossier de candidature avant le début de l'occupation.

La facture correspondante est établie dès la publication de l'arrêté d'occupation, les sommes sont exigibles sous trois semaines. Lorsque la municipalité met à disposition du pétitionnaire l'alimentation électrique nécessaire à son activité, elle facture le montant correspondant à l'évaluation de sa consommation électrique, par demi-journée ou par année.

Le montant de la redevance et le prix du kilowatt de l'occupation sont déterminés et réévalués annuellement par décision du Maire.

Si la redevance demeure impayée à la suite d'un courrier de rappel, le commerçant est passible de sanctions prévues à l'article 18.

Tout pétitionnaire reste redevable de la redevance d'occupation du domaine public alors même qu'il ne ferait pas usage de l'autorisation délivrée, sauf mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 13.

Toute renonciation du pétitionnaire à l'usage de son permis de stationner emporte retrait du permis de stationner sans qu'il puisse prétendre au remboursement des sommes perçues.

Article 16 – Obligations du pétitionnaire

Tout titulaire d'un permis de stationnement est réputé avoir connaissance du présent règlement. Il communique les obligations et interdictions ci-après à toute personne amenée à travailler au titre dudit permis de stationnement.

Le titulaire de l'emplacement doit respecter l'emplacement qui lui est attribué (localisation, surface et activité). Le titulaire de l'emplacement doit s'assurer de la solidité et de la stabilité de ses installations de manière à garantir la sécurité du public.

Il s'engage à occuper l'emplacement prévu de façon assidue, sur l'ensemble de la période définie, dans le respect des lois et règlements régissant le commerce, les droits du consommateur et la santé publique.

L'occupant doit être en possession du présent règlement et du permis de stationnement pour les présenter à toutes réquisitions des agents habilités à effectuer d'éventuels contrôles.

Il affiche clairement le prix de vente et la dénomination exacte des articles, denrées et boissons vendus.

Les affiches relatives à l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs sont obligatoirement visibles depuis l'espace public.

La vente d'alcool est soumise à la délivrance d'une licence de vente à emporter de catégorie 3.

L'occupant maintient dans un parfait état de propreté, d'hygiène et de sécurité l'emplacement, sa structure mobile et le matériel utilisé. Il garantit le respect de la chaîne du froid et, le cas échéant, du chaud et protège de façon adéquate les denrées alimentaires pendant le transport jusqu'à leur usage.

Il gère son emplacement de manière éco-responsable :

- En réduisant au maximum les produits non recyclés,
- En utilisant des sacs biodégradables ou réutilisables,
- En mettant à la disposition de la clientèle des poubelles pour recevoir les déchets et en assurer le tri sélectif conformément au dispositif en vigueur,
- En assurant quotidiennement le ramassage des déchets et le nettoyage des souillures liées à son activité dans un rayon de 50 m autour de son implantation, sous peine de se voir infliger l'une des sanctions prévues à l'article 18.
- En ne rejetant aucun déchet solide ou liquide (eaux usées, bacs à graisse, huiles) sur le site ou à l'égout. Il s'implique dans les démarches d'éco-citoyenneté,
- En ne proposant que des couverts et emballages biodégradables ou recyclables,
- En s'insérant dans les dispositifs spécifiquement mis en œuvre lors de certaines manifestations (ex : dispositif gobelet réutilisable - ecocup),
- En sensibilisant sa clientèle à ne pas abandonner ses déchets sur l'espace public.

Il veille à ce que son activité ne soit pas source de nuisances sonores, visuelles ou olfactives.

Le pétitionnaire justifie auprès des services de la mairie des vérifications annuelles de l'ensemble des installations électriques et gaz présentes sur le site. Il se conforme aux dispositions applicables à la zone à faible émission mobilité (ZFE-m).

Article 17 – Interdictions

Aucune autre structure mobile que celle(s) mentionnée(s) dans le permis de stationnement ne peut stationner sur l'emplacement.

Il est interdit d'apposer tout affichage, objet publicitaire, publicité, logo représentant des marques autre que son enseigne.

L'utilisation d'un système de chauffage ou de climatisation sur la voie publique est interdite.

L'occupant s'abstient de crayonner ou d'afficher sur du matériel, des bâtiments et des plantations publiques ou privées.

De même il n'appose aucun clou, corde permettant la suspension d'objets, ou un quelconque matériel susceptible de causer des dommages d'une manière quelconque.

Il est interdit d'utiliser à des fins de rassemblement, des instruments de musique, des microphones, haut-parleurs, porte-voix, klaxons et autres avertisseurs sonores et lumineux.

Il est interdit d'installer tout appareil susceptible d'occasionner des fumées, odeurs ou bruits qui pourraient nuire à l'environnement. La friture, le grill et la rôtisserie sont tolérés pour autant qu'ils soient intégrés au véhicule et que ce dernier soit équipé d'une ventilation adéquate.

Article 18 – Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent règlement et aux textes en vigueur, dûment constatée par la police municipale ou toute personne de l'administration municipale habilitée à effectuer des contrôles, donneront lieu à des sanctions.

1) Les sanctions administratives

- a) Sauf urgence, circonstances exceptionnelles, ou non-respect des principes généraux cités en article 11, le pétitionnaire qui se rend coupable d'infractions au présent règlement est passible de sanctions allant d'un avertissement à la suppression de son autorisation assortie d'une exclusion temporaire des procédures de sélection.

• **Phase 1** : lors d'une médiation orale par un agent de la Ville de Listrac-Médoc auprès du gérant de l'équipement ou de l'employé responsable de celui-ci sur le domaine public afin de rétablir la situation, l'agent dressera un rapport des constatations.

• **Phase 2** : si la défaillance perdure, un simple courrier sera envoyé invitant à régulariser sous huit jours ou le cas échéant, à sa prochaine installation.

• **Phase 3** : si le pétitionnaire ne régularise pas la situation, un courrier lui sera envoyé en recommandé avec accusé de réception dans le cadre de la procédure contradictoire préalable prévue par le Code des relations entre le public et l'administration (CRPA), l'informant des griefs formulés à son encontre, de la sanction encourue, de la possibilité de demander la communication du dossier le concernant, et de présenter ses observations écrites, et éventuellement orales sur sa demande, et ce sous huit jours, ainsi que de la possibilité, pour l'occasion, de se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

• **Phase 4** : une fois que le pétitionnaire a présenté ses observations ou à défaut, à l'issue du délai de huit jours, il pourra faire l'objet :

- D'un avertissement, et notamment en cas de :
 - o Non communication de pièces justificatives requises sur demande du service gestionnaire,

- Non-respect des limites de périmètre et obligations mentionnées dans l'arrêté,
- Non-respect des règles d'hygiène sans danger immédiat pour le public,
- Mauvais entretien de l'emplacement préjudiciable au bon aspect de la voie publique,
- Non-paiement dans les délais impartis,
- D'une suspension de son autorisation pendant trois mois dès lors qu'il récidive dans le délai d'un an à la suite d'infractions dûment constatées et ayant donné lieu à avertissement,
- D'une abrogation de son autorisation assortie ou non d'une interdiction de candidater aux procédures d'attribution d'emplacement pendant un an, à la seconde récidive.

b) En cas de non-paiement de la redevance d'occupation du domaine public

- **Phase 1** : une lettre de relance sera adressée au bénéficiaire de l'autorisation, l'invitant à s'acquitter de la redevance dans un délai de 15 jours, sous peine d'encourir l'abrogation de cette autorisation.
- **Phase 2** : à l'issue du délai de 15 jours, en cas de non-paiement, une lettre recommandée avec accusé de réception lui sera adressée dans le cadre de la procédure contradictoire préalable prévue par le CRPA, l'informant des griefs formulés à son encontre, de la sanction encourue, de la possibilité de demander la communication du dossier le concernant et de présenter ses observations écrites, et éventuellement orales sur sa demande, et ce sous 15 jours, avec la possibilité de se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix et lui indiquant par ailleurs que la créance sera transmise à la Trésorerie Principale Municipale pour recouvrement.
- **Phase 3** : une fois que le pétitionnaire aura présenté ses observations ou à défaut, à l'issue du délai qui lui est imparti pour le faire, l'autorisation pourra être abrogée.

Si le pétitionnaire occupe le domaine public sans titre, il sera procédé à l'engagement d'une action en référé devant le tribunal judiciaire ou administratif avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire. De plus, une facture sera émise pour paiement de la redevance d'occupation du domaine public sans titre que l'occupation soit continue ou discontinuée.

c) En cas d'urgence

La procédure contradictoire préalable ne s'applique pas en cas d'urgence, de circonstances exceptionnelles, d'atteinte à la sécurité, à la tranquillité, à la salubrité publiques et à l'hygiène, notamment alimentaire ou lorsque sa mise en œuvre serait de nature à compromettre l'ordre public.

La Ville de Listrac-Médoc pourra ainsi procéder d'office à l'enlèvement de la structure concernée et à son stockage dans un local municipal, sous contrôle d'huissier et sans contradictoire préalable.

L'application de sanctions pour manquement au présent règlement n'ouvrira droit ni à indemnité ni à remboursement.

2) Les sanctions pénales

Le cas échéant, des procès-verbaux seront dressés par les agents assermentés et transmis au Procureur de la République pour suite à donner, en application des dispositions suivantes, notamment pour :

- Non-respect de l'arrêté municipal d'autorisation (contravention de 2e classe, article R. 610-5 du Code pénal – amende pouvant s'élever à 150 € au maximum),
- Dépôt ou abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'objets hors des emplacements autorisés (contravention de 4e classe, art. R. 634-2 du Code pénal – amende pouvant s'élever à 750 € au maximum),
- Débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes (contravention de 4e classe, article R. 644-2 du Code pénal),
- Vente de marchandises sans autorisation ni déclaration régulière ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux (article 446-1 du Code pénal),
- Occupation sans titre du domaine public (contravention de 5e classe, article R. 116-2 du Code de la voirie routière – amende pouvant s'élever à 1500 € au maximum et 3000 € en cas de récidive),
- Violation de l'interdiction de mise en place de système de chauffage ou de climatisation sur le domaine public en extérieur (contravention de 5e classe, article 131-13 du Code pénal).

Article 19 : Les infractions au présent règlement seront constatées par procès-verbal.

Article 20 : Ce règlement entrera en vigueur à compter de la validation par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le présent règlement portant sur la mise en place et l'organisation du commerce ambulant de restauration à emporter,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à la mettre en application,
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à ce dossier,

<u>ADOPTÉ</u>				
Votants : 14	Abstentions : 0	Exprimés : 14	Pour : 14	Contre : 0

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée à 20 h 10.

INFORMATIONS DIVERSES

La liste des manifestations à venir :

- Le père Noël est un rockeur par l'association AJL aura lieu le 29 novembre
- La Bourse aux jouets aura lieu le 06 décembre
- Le café convivial du CCAS aura lieu le 13 décembre
- Le spectacle de Noël des enfants aura lieu le 14 décembre.

L'ensemble des questions et des points d'information ayant été abordé la réunion est définitivement terminée à 20 H 30.

Le 25 novembre 2025

Le Maire,
Auréli TEIXEIRA



Le secrétaire de séance,
Bruno BAUDOUX



Lien de connexion :

Fichier numérique disponible sur le site internet : <https://mairie-listrac-medoc.com>



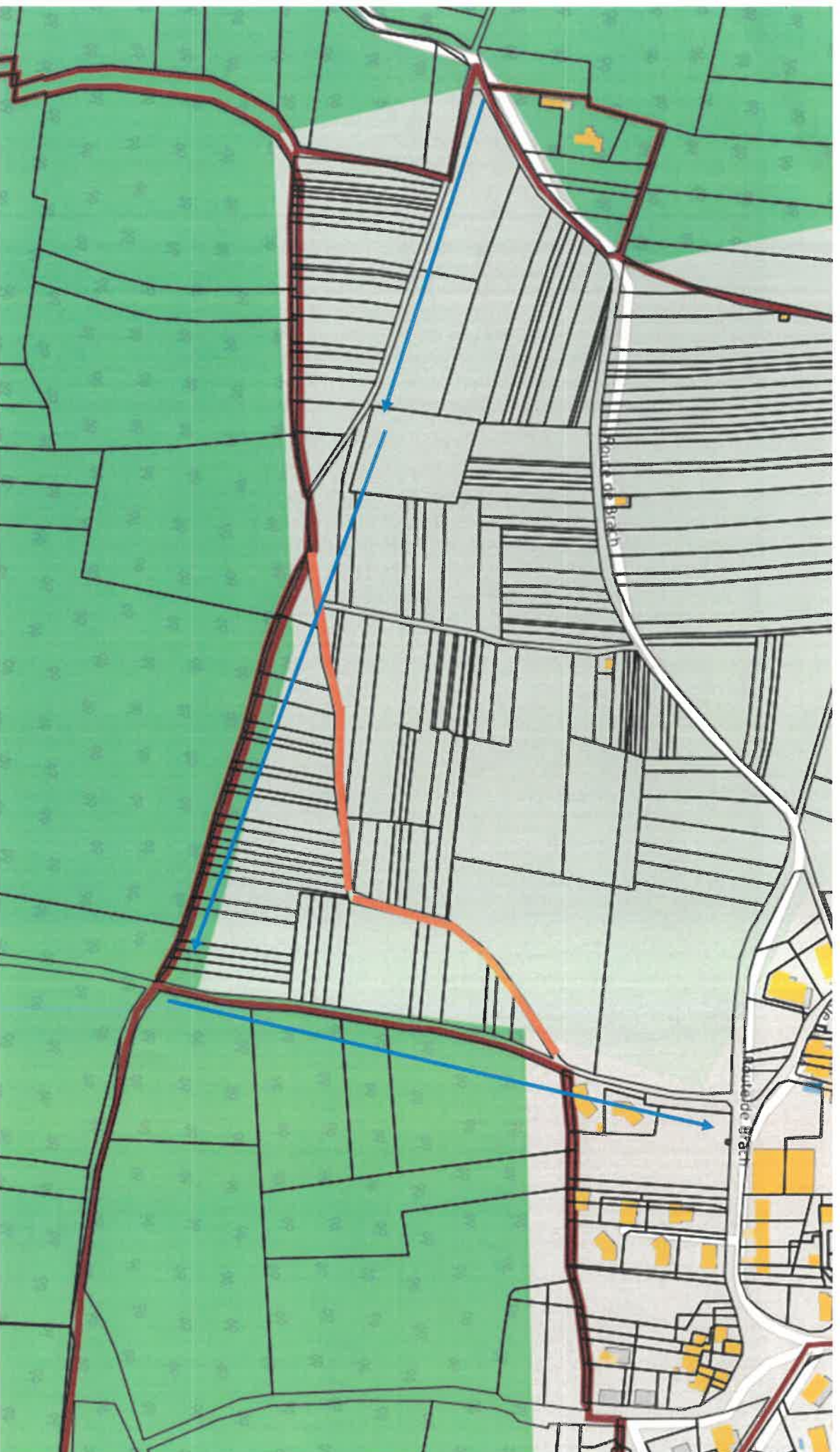
Chemin rural concerné par le dossier




 Chemin rural concerné

Parcelles appartenant à Monsieur Pascal BOSQ






 Chemin rural concerné

 Chemin d'accès vers les autres parcelles



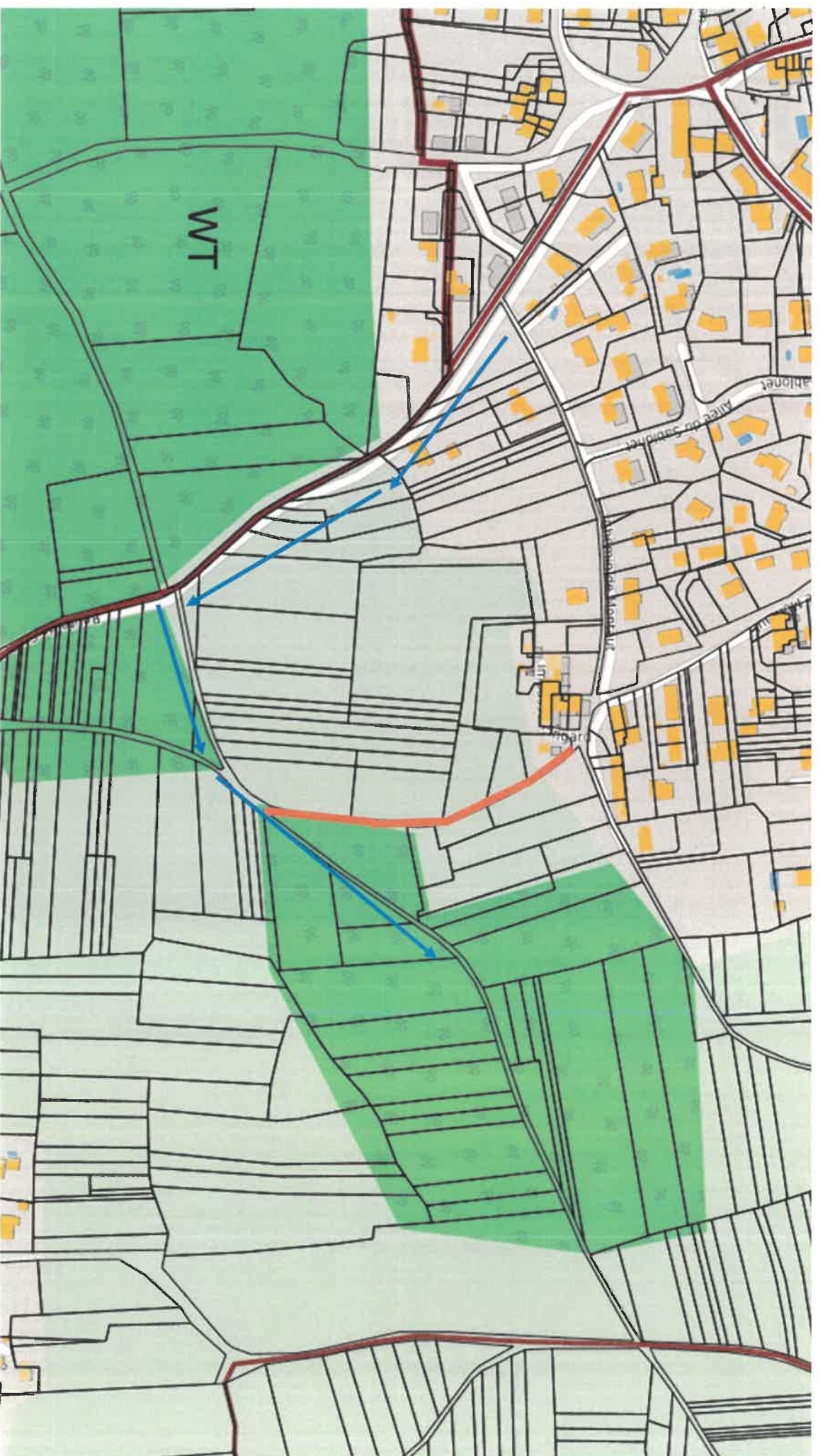
Chemin rural concerné par le dossier



 Chemin rural concerné



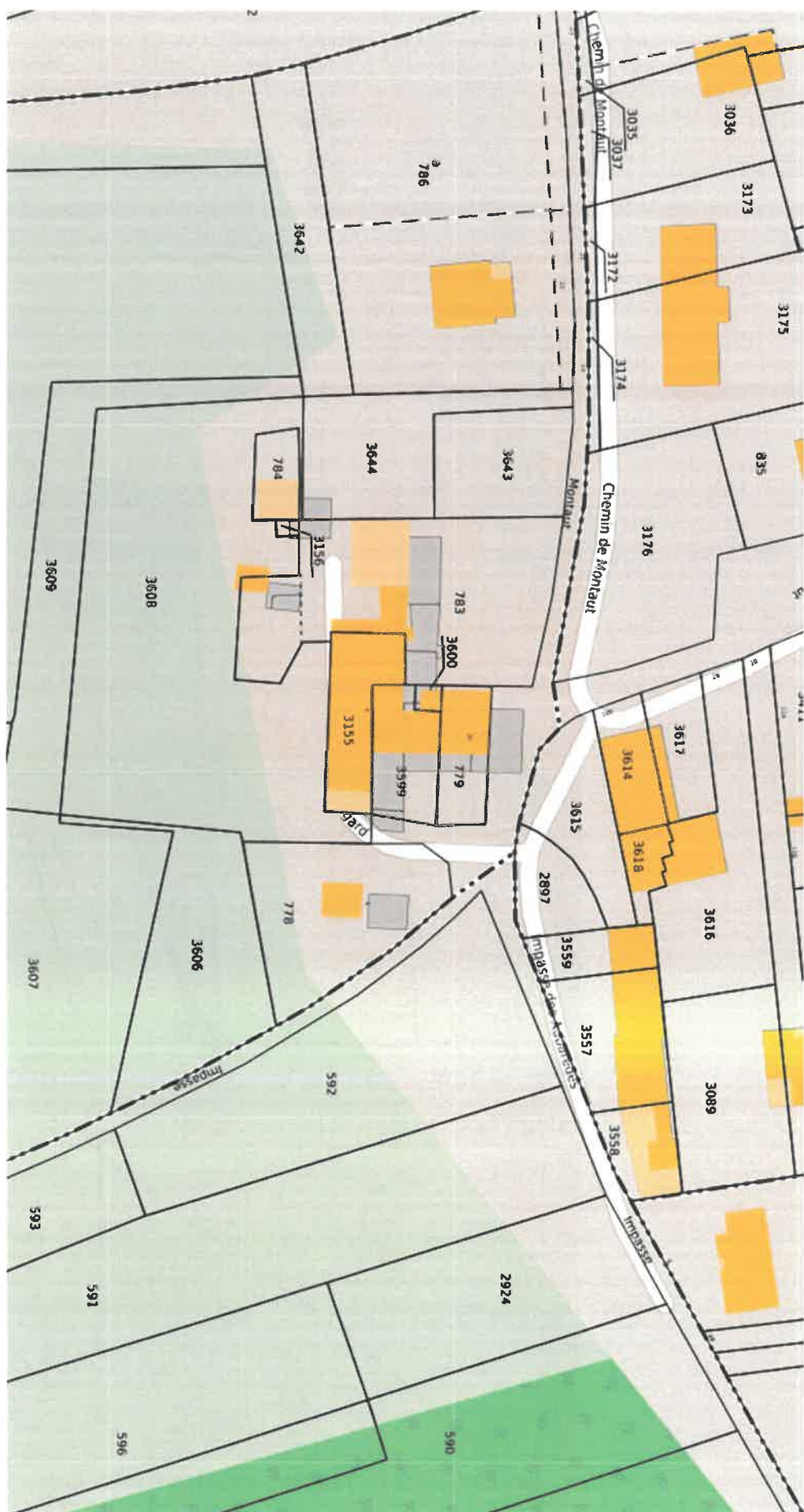
Parcelles appartenant à Monsieur Alain MARTIN

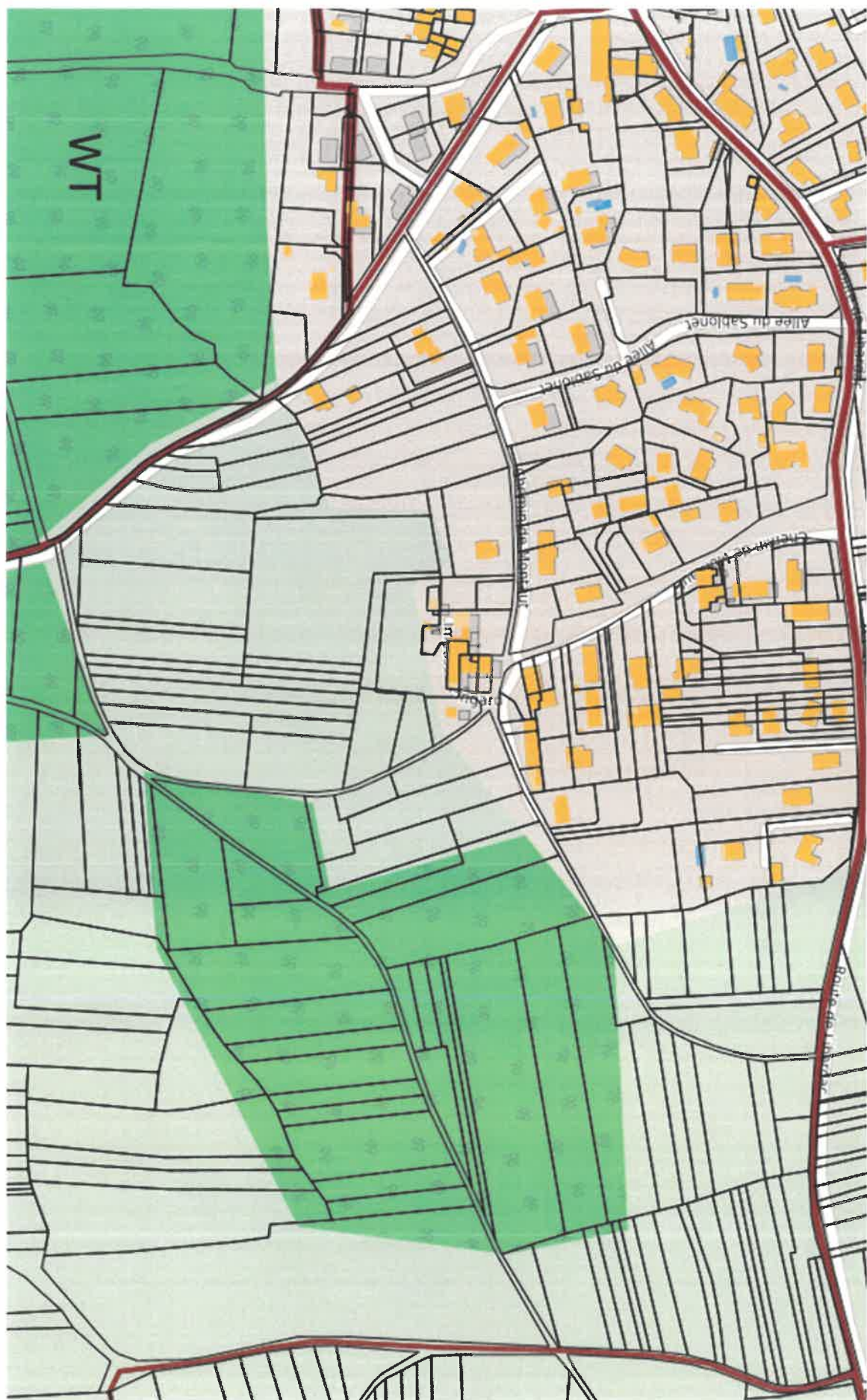


 Chemin rural concerné

 Chemin d'accès vers les autres parcelles







Rapport local de suivi de l'artificialisation des sols

Diagnostic de Lustrac-Médoc

Créé le 18/11/2025



Objet du rapport local de suivi de l'artificialisation des sols



Sur la décennie 2011-2021, 24 000 ha d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers) ont été consommés chaque année en moyenne en France, soit près de 5 terrains de football par heure. Les conséquences sont écologiques mais aussi socio-économiques.

La France s'est donc fixée, dans le cadre de [la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) dite « Climat et résilience » complétée par [la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023](#), l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur 2021-2031 par rapport à la décennie précédente.

Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme.

Cette trajectoire est mesurée, pour la période 2021-2031, en consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers), définie comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » ([article 194, III, 5° de la loi Climat et résilience](#)). Le bilan de consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers) s'effectue à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

A partir de 2031, cette trajectoire est également mesurée en artificialisation nette des sols, définie comme « le solde de l'artificialisation et de la désartificialisation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés » ([article L.101-2-1 du code de l'urbanisme](#)). L'artificialisation nette des sols se calcule à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

Qui doit établir ce rapport ?

Les communes ou les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) dotés d'un document d'urbanisme, établissent au minimum tous les 3 ans un rapport sur le rythme de l'artificialisation des sols et le respect des objectifs de sobriété foncière déclinés au niveau local ([art. L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales](#)).

Pour les territoires soumis au règlement national d'urbanisme (RNU), il revient aux **services déconcentrés de l'Etat (DDT)** de réaliser ce rapport.



Le premier rapport doit être réalisé 3 ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit en 2024.

L'enjeu est de mesurer et de **communiquer** régulièrement au sujet du rythme de l'artificialisation des sols, afin **d'anticiper et de suivre** la trajectoire et sa réduction. Ce rapport doit être présenté à l'organe délibérant, faire l'objet d'un **débat** et d'une **délibération** du conseil municipal ou communautaire, et de mesures de **publicité**. Le rapport est **transmis** dans un délai de quinze jours suivant sa publication aux préfets de région et de département, au président du conseil régional, au président de l'EPCI dont la commune est membre ou aux maires des communes membres de l'EPCI compétent ainsi qu'aux observatoires locaux de l'habitat et du foncier.

Que doit contenir ce rapport ?

Le contenu minimal obligatoire est détaillé à l'[article R. 2231-1 du code général des collectivités territoriales](#) :

- « **1° La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, exprimée en nombre d'hectares**, le cas échéant en la différenciant entre ces types d'espaces, et en pourcentage au regard de la superficie du territoire couvert. Sur le même territoire, le rapport peut préciser également la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une désartificialisation ;
- **2° Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées**, telles que définies dans la nomenclature annexée à l'[article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#) ;
- **3° Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables**, au sens des 1° et 2° de la nomenclature annexée à l'[article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#) ;
- **4° L'évaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme**. Les documents de planification sont ceux énumérés au [III de l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#).

Le rapport (...) **explique les raisons des évolutions observées sur tout ou partie du territoire qu'il couvre, notamment l'impact des décisions prises en matière d'aménagement et d'urbanisme ou des actions de désartificialisation réalisées.** »



Avant 2031, il n'est pas obligatoire de renseigner les indicateurs 2°, 3° et 4° tant que les documents d'urbanisme n'ont pas intégré cet objectif.

A noter que c'est le rapport qui est triennal, et non la période à couvrir par le rapport :

- Il faut que **le rapport soit produit a minima tous les 3 ans**. Il est donc possible pour une collectivité qui le souhaite, de produire un rapport, par exemple tous les ans ou tous les 2 ans.

- La période à couvrir n'est pas précisée dans les textes. Étant donné que l'État met à disposition les données des fichiers fonciers depuis le 1er janvier 2011 (= début de la période de référence de la loi CR), il est **recommandé de présenter la chronique des données du 1er janvier 2011 et jusqu'au dernier millésime disponible**, pour apprécier la trajectoire du territoire concerné avec le recul nécessaire (les variations annuelles étant toujours à prendre avec prudence).

Quelles sont les sources d'informations disponibles pour ce rapport ?

Les données produites par l'[observatoire national de l'artificialisation](#) sont disponibles gratuitement.

Mon Diagnostic Artificialisation vous propose une première trame de ce rapport local, en s'appuyant sur les données de l'observatoire national disponibles à date, soit :

- **concernant la consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers), les données issues des fichiers fonciers produits annuellement par le Cerema. Ce rapport a été produit à partir des fichiers fonciers fournis par le Cerema au 1er janvier 2024 ;**
- **concernant l'artificialisation nette des sols, les données issues de l'occupation des sols à grande échelle (OCS GE) en cours de production par l'IGN, qui seront disponibles sur l'ensemble du territoire national d'ici fin 2025.**



Il n'est, bien évidemment, pas demandé d'inventer des données non encore disponibles : pour le premier rapport triennal à produire d'ici août 2024 il sera possible d'utiliser les fichiers fonciers au 1er janvier 2024, couvrant la consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers) au titre de l'année 2023.

Il est également possible d'utiliser les données locales, notamment celles des observatoires de l'habitat et du foncier ([art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#)) et de s'appuyer sur les analyses réalisées dans le cadre de l'évaluation du schéma de cohérence territoriale (ScoT - [art. L. 143-28 du code de l'urbanisme](#)) et de celle du plan local d'urbanisme ([art. L. 153-27 du code de l'urbanisme](#)).

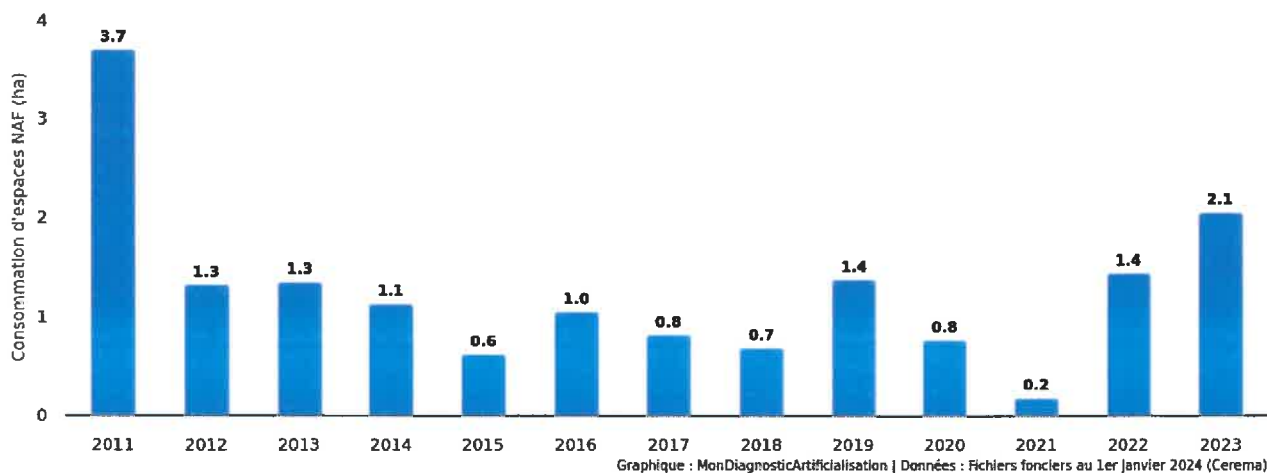
Ces données locales doivent être conformes aux définitions légales de la consommation d'espaces (et le cas échéant de l'artificialisation nette des sols), homogènes et cohérentes sur la décennie de référence de la loi (1er janvier 2011-1er janvier 2021) et sur la décennie en cours (1er janvier 2021-1er janvier 2031).

1° La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Données

La consommation d'espaces entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2024 représente pour le territoire de Listrac-Médoc une surface de 16.45 hectares.

Consommation d'espaces NAF à Listrac-Médoc entre 2011 et 2023 (en ha)

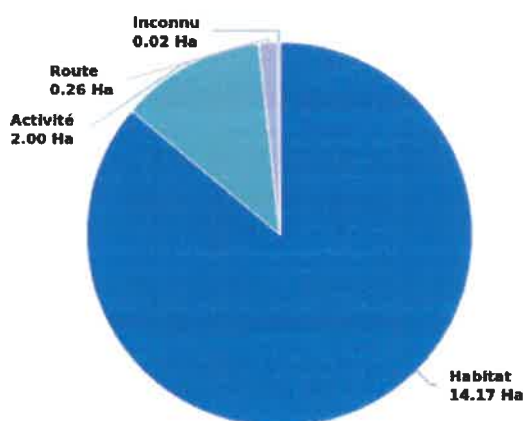


	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Listrac-Médoc	3.7	1.3	1.3	1.1	0.6	1.0	0.8	0.7	1.4	0.8	0.2	1.4	2.0	16.5

Raisons des évolutions observées

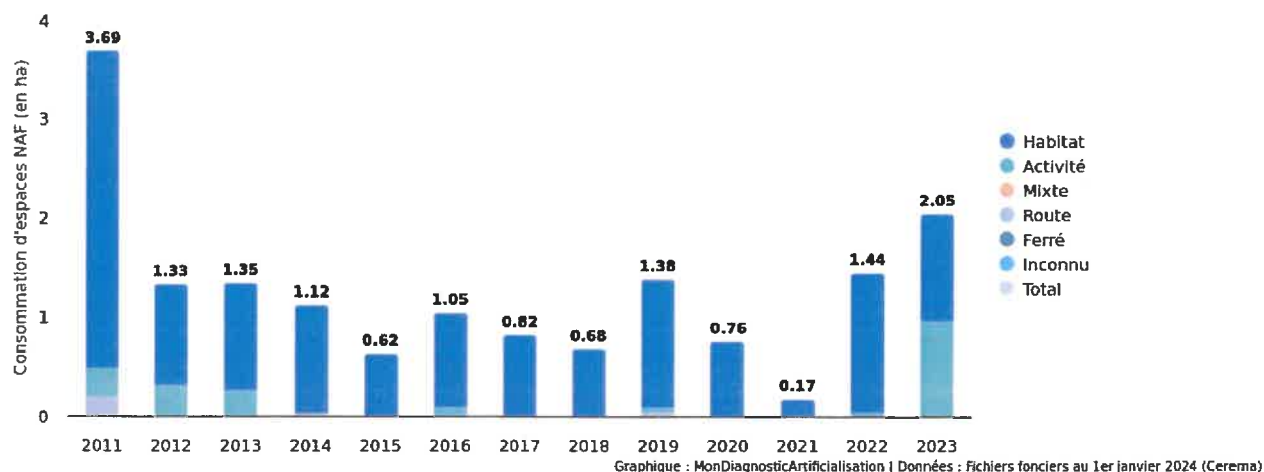
Les destinations de la consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers) constituent les usages pour lesquels le territoire a consommé : pour de l'habitat, de l'activité, des infrastructures routières, des infrastructures ferroviaires, ou pour des usages mixtes ou non renseignés.

Destinations de la consommation d'espaces NAF de Listrac-Médoc entre 2011 et 2023 (en ha)



Graphique : MonDiagnosticArtificialisation | Données : Fichiers fonciers au 1er janvier 2024 (Cerema)

Consommation annuelle d'espaces NAF par destination de Listrac-Médoc entre 2011 et 2023 (en ha)



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Habitat	3.20	1.01	1.09	1.10	0.62	0.96	0.82	0.68	1.28	0.76	0.17	1.40	1.08	14.17
Activité	0.31	0.31	0.26	0.00	0.00	0.06	0.00	0.00	0.05	0.00	0.00	0.04	0.97	2.00
Mixte	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Route	0.18	0.00	0.00	0.02	0.01	0.00	0.00	0.00	0.04	0.00	0.01	0.00	0.00	0.26
Ferré	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Inconnu	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.02
Total	3.69	1.33	1.35	1.12	0.62	1.05	0.82	0.68	1.38	0.76	0.17	1.44	2.05	16.45

Par délibération en date du 21 septembre 2015, la Commune de Listrac-Médoc a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Celui-ci avait précédemment été révisé le 7 juin 2018. Une nouvelle délibération, en date du 16 septembre 2025, a engagé la révision générale n°2 du PLU, actuellement en cours.

Comme le montre le graphique, l'évolution de la consommation d'espaces recensée dans ce rapport est principalement liée, pour le volet habitat et au volet activité (pour 2023), à la mise en œuvre des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) prévues par le PLU communal. Cela concerne notamment le dépôt de permis d'aménager pour le lotissement situé route de Castelnau (habitat), ou encore pour le domaine de Peysoup dans le cadre du développement des activités.

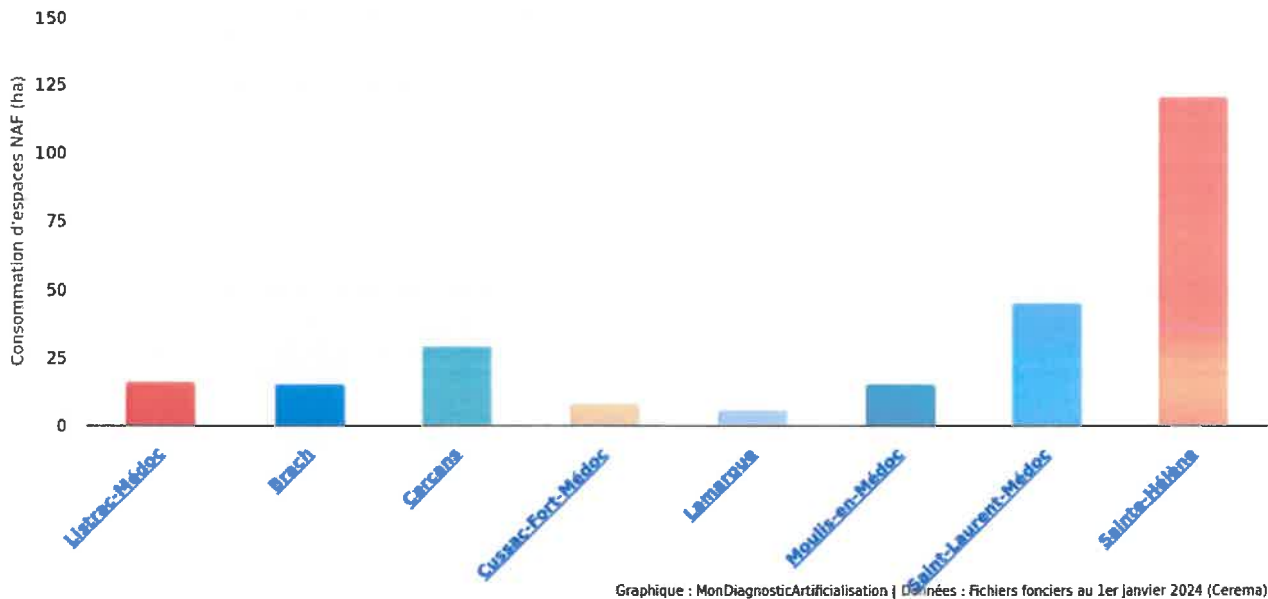
À ces opérations programmées s'ajoutent les constructions issues d'initiatives privées, également rattachées au volet habitat. Celles-ci répondent aux dynamiques démographiques observées sur le territoire, marquées par une arrivée progressive de nouveaux habitants au fil des années.

Par ailleurs, la hausse du coût de l'immobilier dans la Métropole bordelaise, conjuguée à une recherche accrue de qualité de vie et d'un cadre plus apaisé, a entraîné un développement significatif des constructions au sein des zones U (urbanisées) de la commune. Cette tendance est particulièrement notable dans les secteurs à caractère plus rural tels que Donissan, Libardac ou encore le Bourg.

Comparaison de la consommation annuelle absolue

Par défaut, Mon Diagnostic Artificialisation vous permet de comparer votre territoire avec les territoires similaires de même niveau administratif, à l'exception des territoires insulaires (notamment les DROM-COM) pour lesquels une comparaison avec d'autres territoires similaires est proposée.

Comparaison de la consommation d'espaces NAF entre Listrac-Médoc et les territoires similaires entre 2011 et 2023 (en ha)



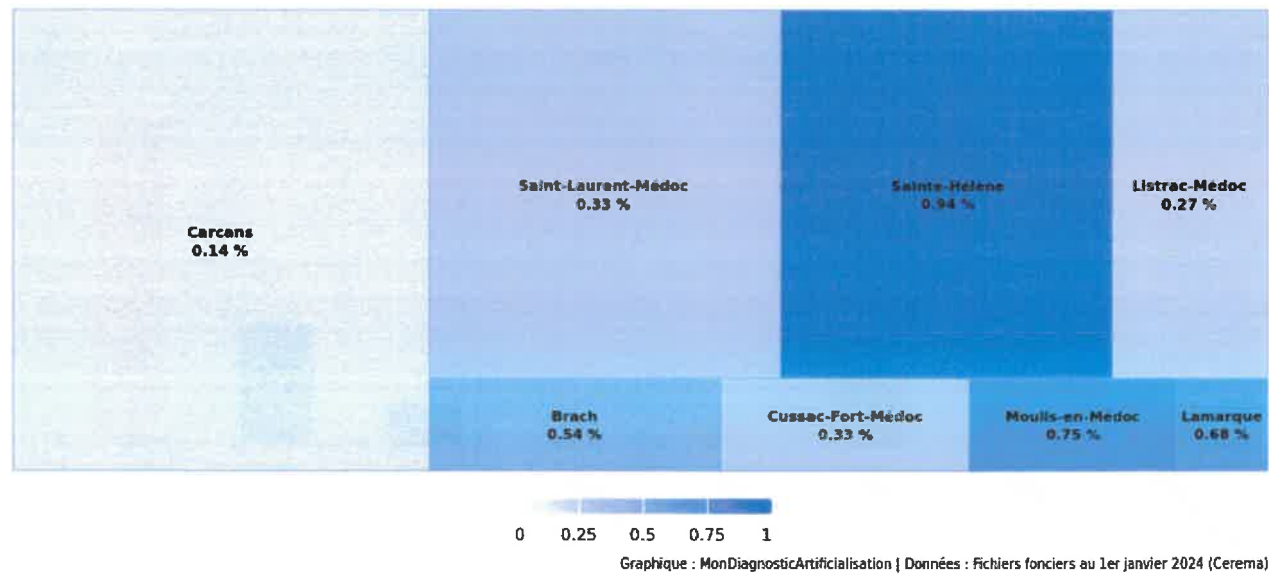
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Listrac-Médoc	3.69	1.33	1.35	1.12	0.62	1.05	0.82	0.68	1.38	0.76	0.17	1.44	2.05	16.45
Brach	0.82	0.71	0.03	4.93	1.74	0.00	1.53	1.50	0.00	0.00	2.00	2.13	0.05	15.44
Carcans	3.64	2.54	4.01	3.34	3.66	2.28	0.69	1.44	0.57	2.01	1.45	3.22	0.27	29.13
Cussac-Fort-Médoc	0.99	0.65	1.51	0.64	0.40	0.42	0.28	0.21	0.16	0.28	0.97	0.91	0.63	8.05
Lamarque	0.03	0.15	0.95	0.31	0.11	0.23	0.13	0.49	1.29	0.17	0.33	0.50	1.46	6.14
Moulis-en-Médoc	0.46	0.66	0.47	1.47	0.54	0.19	1.55	4.53	0.49	0.71	1.44	2.12	0.93	15.55
Saint-Laurent-Médoc	1.33	1.78	3.28	0.93	4.58	3.63	2.05	2.01	13.20	4.84	1.74	0.78	5.18	45.31
Sainte-Hélène	2.00	5.82	1.73	56.78	0.52	1.30	1.16	2.00	0.79	1.70	45.81	0.77	0.43	120.82

Comparaison de la consommation annuelle relative à la surface

Cet indicateur permet de mesurer l'intensité de la consommation par rapport à la superficie totale du territoire, et de comparer avec les territoires similaires.

Consommation d'espaces NAF relative à la surface de Llistrac-Médoc et des territoires similaires entre 2011 et 2023 (en %)

La taille des zones est proportionnelle à la surface des territoires



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Llistrac-Médoc	0.06	0.02	0.02	0.02	0.01	0.02	0.01	0.01	0.02	0.01	0.00	0.02	0.03	0.27
Brach	0.03	0.02	0.00	0.17	0.06	0.00	0.05	0.05	0.00	0.00	0.07	0.07	0.00	0.54
Carcans	0.02	0.01	0.02	0.02	0.02	0.01	0.00	0.01	0.00	0.01	0.01	0.02	0.00	0.14
Cussac-Fort-Médoc	0.04	0.03	0.06	0.03	0.02	0.02	0.01	0.01	0.01	0.01	0.04	0.04	0.03	0.33
Lamarque	0.00	0.02	0.11	0.03	0.01	0.03	0.01	0.05	0.14	0.02	0.04	0.06	0.16	0.68
Moullis-en-Médoc	0.02	0.03	0.02	0.07	0.03	0.01	0.07	0.22	0.02	0.03	0.07	0.10	0.04	0.75
Saint-Laurent-Médoc	0.01	0.01	0.02	0.01	0.03	0.03	0.02	0.01	0.10	0.04	0.01	0.01	0.04	0.33
Sainte-Hélène	0.02	0.05	0.01	0.44	0.00	0.01	0.01	0.02	0.01	0.01	0.36	0.01	0.00	0.94

Consommation relative aux évolutions démographiques

Bientôt disponible France Métropolitaine, Corse et DROM (sauf Mayotte).

Consommation relative à l'évolution des ménages

Bientôt disponible France Métropolitaine, Corse et DROM (sauf Mayotte).

2° Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées

Il s'agit ici du bilan de l'artificialisation nette des sols tel que prévu par la loi, à **partir de 2031**, à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

Ce bilan est calculé comme la différence entre les surfaces nouvellement artificialisées entre deux dates, et les surfaces nouvellement désartificialisées sur la même période.

L'annexe de l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme définit la nomenclature des surfaces artificialisées et non-artificialisées :

Catégories de surfaces		Seuil de référence (*)
Surfaces artificialisées	1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).	Supérieur ou égal à 50 m2 d'emprise au sol
	2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).	
	3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).	
	4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**).	
	5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon.	
Surfaces non artificialisées	6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace.	Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain
	7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture).	
	8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole.	
	9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel.	
	10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.	

(*) Les infrastructures linéaires sont qualifiées à partir d'une largeur minimale de cinq mètres.

(**) Une surface végétalisée est qualifiée d'herbacée dès lors que moins de vingt-cinq pour cent du couvert végétal est arboré.

2.1 Définitions

L'article 192 modifie le code de l'urbanisme et donne une **définition de l'artificialisation** telle qu'elle doit être considérée et évaluée dans les documents d'urbanisme et de planification :

« Au sein des documents de planification et d'urbanisme, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme :

« a) Artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;

« b) Non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel

ou utilisée à usage de cultures.

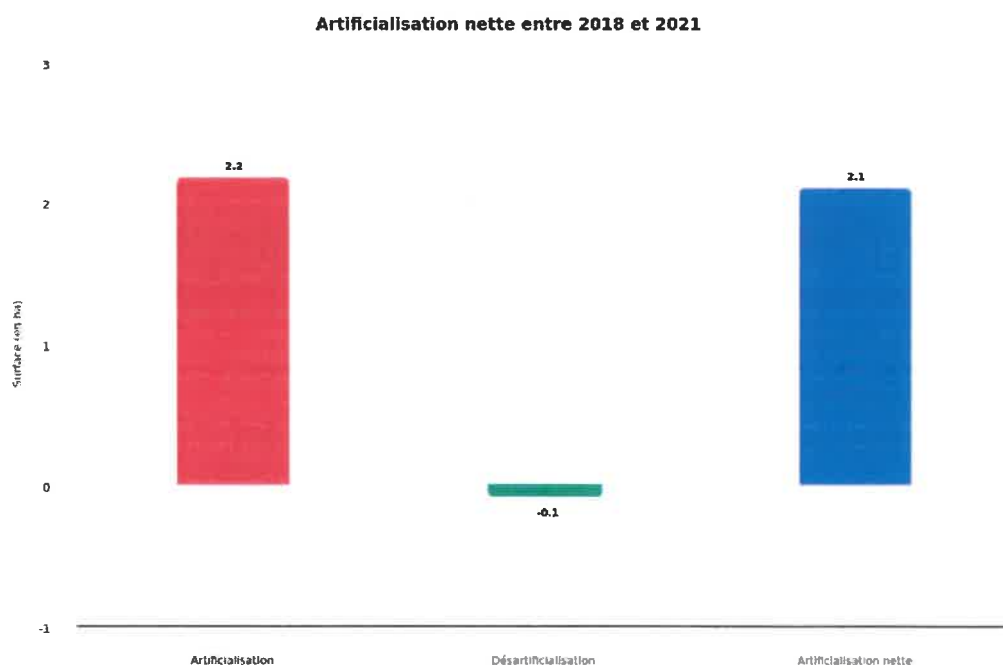
« Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. Il établit notamment une nomenclature des sols artificialisés ainsi que l'échelle à laquelle l'artificialisation des sols doit être appréciée dans les documents de planification et d'urbanisme. »

Cet article est le premier à définir textuellement ce qui doit être considéré comme artificialisé et non artificialisé. Les composantes des espaces artificialisés sont explicitement d'une grande finesse de définition, tant géographique que descriptive.

Le décret d'application du 29 avril 2022 précise encore la notion d'artificialisation au sens de la loi Climat et Résilience qui est traduite dans l'OCS GE comme la somme des surfaces anthropisées (CS1.1), sans les carrières (US1.3), et des surfaces herbacées (CS2.2) à usage de production secondaire, tertiaire, résidentielle ou réseaux (US2, US3, US235, US4, US5).

2.2 Détail de l'artificialisation

En 2021, sur le territoire de Listrac-Médoc, 280.23 ha étaient artificialisés, ce qui correspond à 4.62% de sa surface totale (6068.13 ha) du territoire. La surface artificialisée a augmenté de 2.1 ha depuis 2018.



	2018-2021
Artificialisation (en ha)	2.2
Désartificialisation (en ha)	-0.1
Artificialisation nette (en hac)	2.1

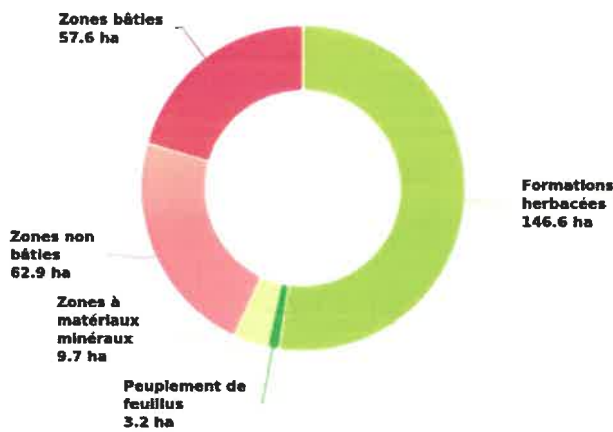
2.3 Données disponibles

La mesure de l'artificialisation d'un territoire repose sur la donnée OCS GE (Occupation du Sol à Grande Echelle), actuellement en cours de production par l'IGN. Cette donnée est produite tous les 3 ans par département. Chaque production est appelée un millésime.

Millésimes disponibles pour le territoire de Listrac-Médoc : 2021 2018

2.4 Répartitions des surfaces artificialisées par couverture et usage

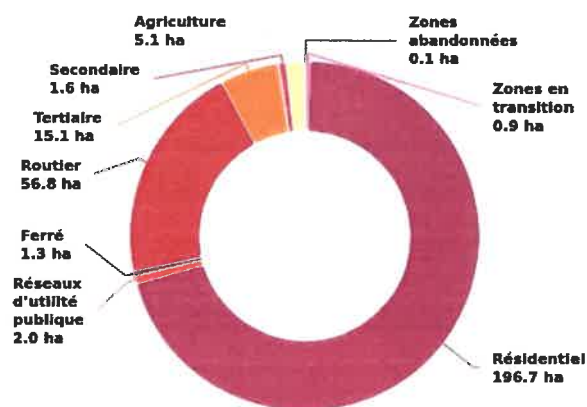
Surfaces artificialisées par couverture sur le territoire de Listrac-Médoc en 2021



Graphique : MonDiagnosticArtificialisation | Données : OCS GE (IGN)

Code	Couverture	Surface (ha)	Pourcentage de la surface artificielle (%)	Pourcentage du territoire (%)
CS2.2.1	Formations herbacées (Pelouses et prairies; terres arables; roselières; ...)	146.61	52.32	2.42
CS2.1.1.3	Peuplement mixte	0.14	0.05	0.0
CS2.1.1.2	Peuplement de conifères	0.08	0.03	0.0
CS2.1.1.1	Peuplement de feuillus	3.21	1.15	0.05
CS1.1.2.1	Zones à matériaux minéraux	9.7	3.46	0.16
CS1.1.1.2	Zones non bâties (Routes; places; parking...)	62.87	22.43	1.04
CS1.1.1.1	Zones bâties	57.62	20.56	0.95

Surfaces artificialisées par usage sur le territoire de Listrac-Médoc en 2021



Graphique : MonDiagnosticArtificialisation | Données : OCS GE (IGN)

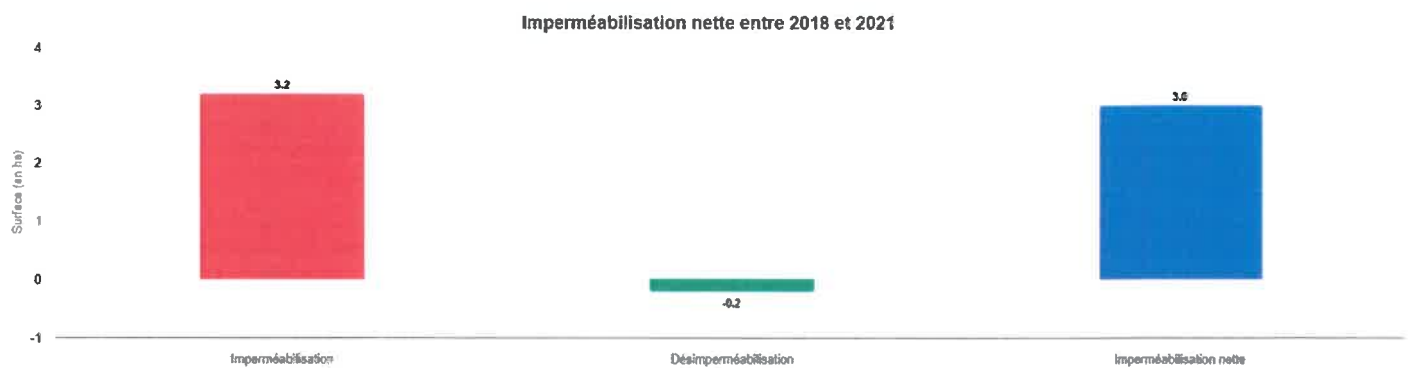
Code	Usage	Surface (ha)	Pourcentage de la surface artificielle (%)	Pourcentage du territoire (%)
US6.2	Zones abandonnées	0.14	0.05	0.0
US6.1	Zones en transition	0.95	0.34	0.02
US5	Résidentiel	196.74	70.21	3.24
US4.3	Réseaux d'utilité publique	2.02	0.72	0.03
US4.1.2	Ferré	1.32	0.47	0.02
US4.1.1	Routier	56.81	20.27	0.94
US3	Tertiaire	15.1	5.39	0.25
US235	Production secondaire; tertiaire et usage résidentiel	0.46	0.16	0.01
US2	Secondaire	1.65	0.59	0.03
US1.1	Agriculture	5.06	1.8	0.08

3° Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables

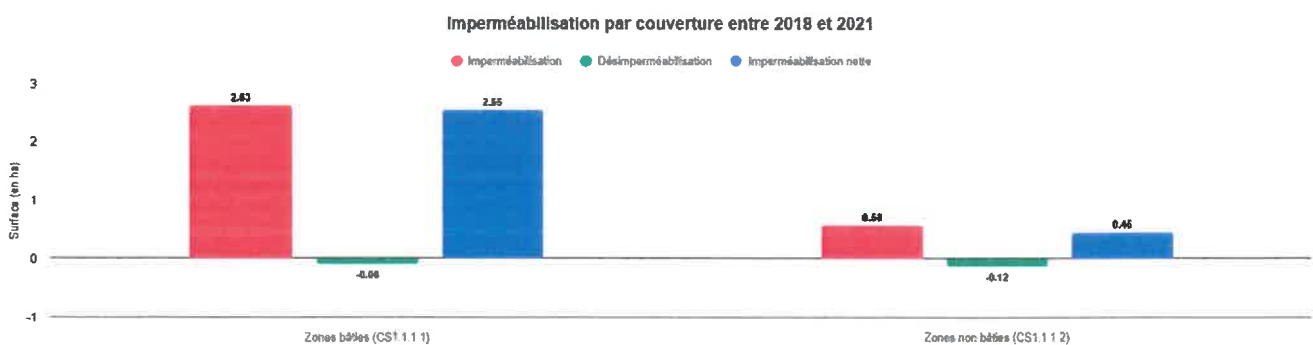
Il s'agit ici d'indiquer, à partir de 2031, à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme, les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables entre deux dates.

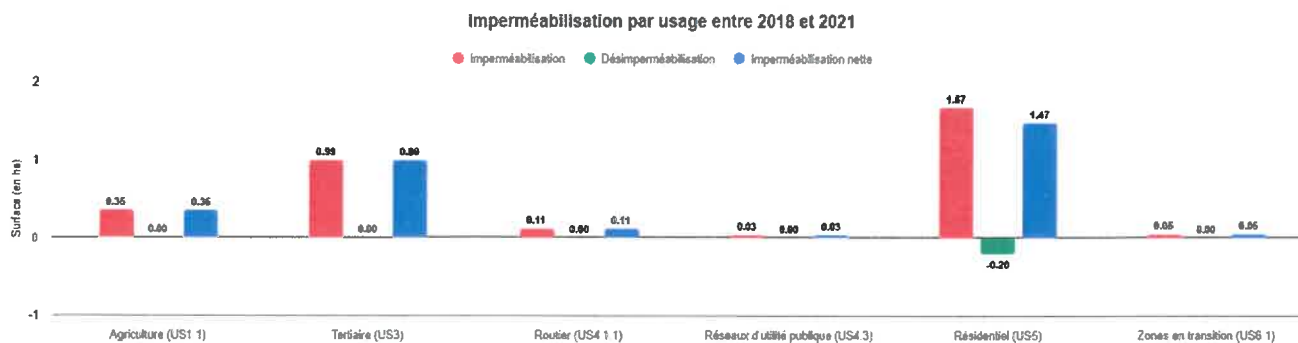
Les surfaces dont les sols sont imperméables, correspondent aux catégories 1° et 2° de la nomenclature des surfaces artificialisées et non-artificialisées annexée à l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire :

- « 1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations) »
- « 2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles)

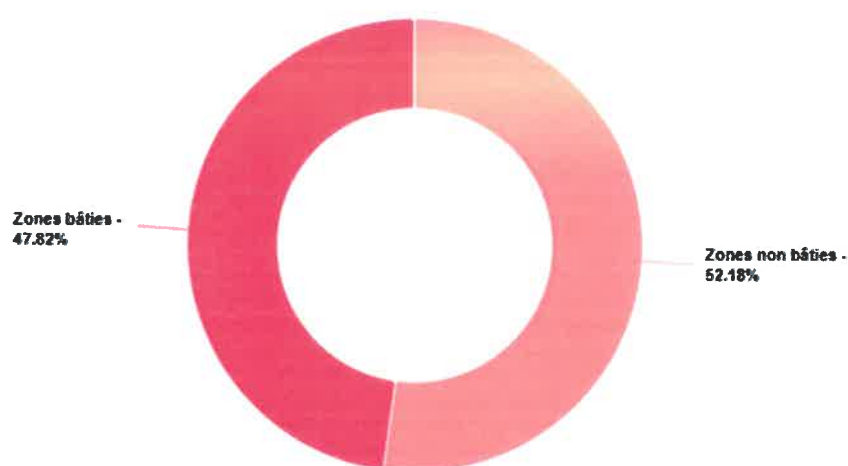


	2018-2021
Imperméabilisation (en ha)	3.2
Désimperméabilisation (en ha)	-0.2
Imperméabilisation nette (en ha)	3.0

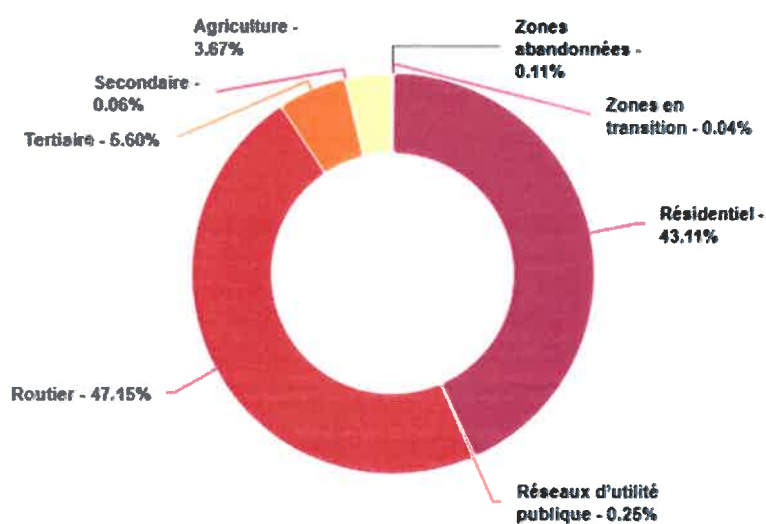




Surfaces imperméables par couverture en 2021



Surfaces imperméables par usage en 2021



4° Evaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme

Il s'agit ici d'indiquer, à partir de 2031, à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme, les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables entre deux dates.

Il s'agit ici, au vu des objectifs en vigueur fixés dans les documents de planification régionale (SRADDET pour la plupart des régions, SDRIF pour l'Ile-de-France, PADDUC pour la Corse, SAR pour la Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Mayotte), le cas échéant dans le SCoT et le PLU applicable, d'évaluer la trajectoire de la commune.

Avant 2031, seule la trajectoire de consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers) est à évaluer (et non l'artificialisation nette des sols).

Ce rapport a été réalisé par Mon Diagnostic Artificialisation, en partenariat avec la DGALN.



Avec les données de :



Retrouvez votre diagnostic sur Mon Diagnostic Artificialisation: <https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/171419/>

Pour aller plus loin vous pouvez consulter les [fascicules ZAN](#)

